

Le rapport Currie reste l'une des plus grandes condamnations qu'un Gouvernement ait jamais reçues pour n'avoir pas su se rendre compte du gaspillage. Il justifie l'attitude prise par le chef de l'opposition (M. Drew), le député de Nanaimo (M. Pearkes), le représentant de Kamloops (M. Fulton) et le représentant de Calgary-Est (M. Harkness). Chaque fois qu'ils ont soulevé cette question au Parlement, on s'est moqué d'eux. Depuis le rapport, nous sommes fixés.

Une nouvelle rédaction ne pourra annuler les conclusions du rapport. Le rapport apporte la preuve définitive de ce que les Canadiens avaient soupçonné et dont ils parlaient d'une extrémité du pays à l'autre: du gaspillage et de l'incurie du Gouvernement en ce qui concerne les dépenses pour notre défense nationale, et cela, non seulement au camp de Petawawa, mais ailleurs. Ce n'est pas l'armée qui est responsable et ce n'est pas davantage le groupe de mes amis assis à ma gauche qui ont les documents de travail dans leur version non expurgée. C'est le gouvernement canadien qui est responsable, ainsi que le premier ministre. Cette responsabilité ne consiste pas seulement, dans le cas du premier ministre, à sermonner la Chambre, ni à se placer au-dessus de toute l'affaire, comme un grand-père dont les petits-enfants auraient, à son insu, fait des bêtises.

Aujourd'hui l'occasion avait été offerte au premier ministre d'affirmer que là où se produisaient des abus (non pas les larcins dont il a parlé, mais bien le gaspillage) ces abus seraient supprimés. Cette attitude lui aurait valu l'admiration profonde des députés et de tous les Canadiens; mais il a préféré traiter de certaines choses (dont la nocivité n'a pas encore été établie) qui ne peuvent servir d'échappatoires à un gouvernement coupable d'infidélité aux responsabilités mêmes qui lui incombent. A une époque où les Canadiens supportent le fardeau fiscal le plus lourd de leur histoire, n'ont-ils donc pas le droit d'exiger que leurs gouvernants n'adoptent pas une attitude semblable à celle du ministre du Commerce (M. Howe) pour qui un million de plus ou de moins importe peu, ou à celle, plus récente, du premier ministre, qui, répondant à une proposition d'un député de l'opposition, a répliqué qu'il "ne s'agirait en somme que d'une économie de 3 millions"? Le Gouvernement peut établir un comité, et

[M. Diefenbaker.]

celui-ci peut agir comme il le ferait si on l'influçait, mais il ne lui sera pas possible de supprimer les deux passages que voici du rapport:

J'en suis venu à la conclusion que, malgré le fléchissement général des méthodes d'administration, de surveillance et de comptabilité, c'est à Petawawa que se sont produites des irrégularités importantes, pendant une période prolongée.

Voilà les mots qui concernent le fléchissement général. Où la population du pays peut-elle puiser de l'espoir dans le message prononcé aujourd'hui par le premier ministre? La calomnie à l'égard d'adversaires politiques ne constitue pas une réponse à ce que la population du Canada nous demande de faire au Parlement, c'est-à-dire de mettre fin au gaspillage, en nous rendant compte que le problème de notre défense durera peut-être des générations.

Les contribuables canadiens ont certes le droit de réclamer, de la part du Gouvernement, un allègement à l'égard des prodigalités, de réclamer qu'il mette fin au gaspillage afin de pouvoir espérer des réductions d'impôts; et ici, je ne veux pas parler des réductions cycliques qui se produisent uniquement à la veille des élections. A la même page du rapport on trouve des paroles qui indiquent bien la négligence et la parfaite stupidité:

Il faut avouer que les avertissements n'avaient pas manqué au sein du ministère de la Défense nationale. Le vérificateur en chef du ministère s'était acquitté de ses fonctions consciencieusement. Il avait signalé à maintes reprises des situations peu satisfaisantes. C'est ce qui ressort nettement de l'appendice B qui résume ses constatations de plusieurs années.

La négligence n'est rien de récent; cela durait depuis des années. Et le rapport continue:

Dans chacun de ces cas, le sous-ministre avait chargé le quartier-maître général de faire enquête et rapport. Mais l'absence d'une intervention suffisante à cet échelon avait causé une détérioration progressive de la situation. Outre que les rapports retardaient beaucoup trop longtemps, les dossiers indiquent que des vérifications successives signalaient un état de choses aussi grave que les précédents et parfois même plus grave. Et la ronde continuait.

Si jamais ministère a été mis en accusation, c'est bien le cas ici. Je suis heureux que le ministre ait affirmé qu'il ne cherche pas de bouc émissaire. Quant à moi, il y a suffisamment de bêtes en cette affaire sans y ajouter des boucs émissaires. Aucun ministre n'a raison de devenir bouc émissaire. C'est le Gouvernement et le premier ministre (M. St-Laurent) qui doivent assumer la res-